Commission: Food Agriculture Organization

Question: L'agriculture face aux grands groupes: comment concilier productivité, protection des agriculteurs et protection de l'environnement ?

Auteur: Afrique du Sud

Nos sociétés font aujourd´hui face à une crise qui est en train de transformer peu à peu le monde tel qu´on le connait. La planète que nous avons partagée depuis des siècles, est actuellement surexploitée à travers un marché agricole international qui produit à des rythmes insoutenables et pas suffisamment contrôlés par la communauté internationale. Ce même marché, surexploite non seulement le sol, mais aussi les hommes et femmes qui le travaillent grâce à l´imposition de conditions laborales presque esclavagistes, le monopole des biens et l´irrespect des traités environnementaux.

Nous, le peuple sudafricain, comme pays accueillant le XIVe Congrès forestier mondial et comme une des populations les plus touchées par le futur, présent et passé du monde agricole, dû au rôle que l´agriculture possède dans notre pays (50% de notre population travaille dans le secteur primaire), nous croyons dans la possibilité de prévenir les catastrophiques conséquences de cette crise à traves la création d´un traité issu de la coopération de la communauté internationale, dans lequel nous réunirons les intérêts de chaque nation grâce à une vision à long terme de notre problème.

Les priorités de développement et coopération de notre nation peuvent paraître éloignées des intérêts des pays de l´hémisphère nord, cependant nous partageons un même but : trouver le chemin le plus stable pour assurer la croissance de la productivité commune aux besoins de nos sols et des agriculteurs qui les cultivent.

Voici nos 3 priorités de développement et coopération:

1. Améliorer la sécurité sécurité alimentaire

2. Utiliser et la gérer durablement les ressources naturelles et la sylviculture

3. Renforcer les capacités institutionnelles.

Mais, quel est le rôle, dans la sphère internationale, de nos priorités ?

* Comme représentants des nations du monde, imaginez la création d´un système innovateur à échelle mondiale, qui assure que tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Imaginez la disparition de la famine, imaginez les bénéfices à long terme que ce système (contrôlé par l´unanimité internationale) aurait. Et une fois que vous l´aurez imaginé, joignez-vous à nous pour crée un système de vente et distribution des biens égalitaire sur notre globe, sans assurer la dépendance des nations dans les décisions du système. Ce dernier ne devrait pas être un mur pour le marché libre, mais une condition pour y participer. Une condition qui assure la protection des consommateurs tout au long du grandiose accroissement des IAA. Notre objectif est que ce système représente un pas un arrière dans la surproductivité mondiale et un pas en avant vers une productivité durable. Et nous avons déjà démontré, à travers l´union des BRICS (une union qui représente de nos jours 41% de la population mondiale) et qui a publiquement déclaré son engagement envers l´innovation technologique de la sécurité alimentaire et envers l´agriculture «green », que notre pays veut appuyer la création de ce bouleversement.
* Malgré cela, la création de ce système utopique est bien loin de nos capacités actuelles. Mais comment peut-on à arriver à sa création ? Un de nos premiers pas devrait être l´assurance d´une gestion durable des ressources naturelles et de la sylviculture de chaque pays à l´échelle mondiale. Cette gestion est un premier pas envers l´arrêt de la surproduction mondiale et la protection de l´environnement. La décadence de notre environnement est actuellement un des plus grands problèmes de la communauté internationale, la création de la Cop 21 et d´autres unions internationales en sont la preuve. Malgré cela, la vision des besoins environnementaux est différente dans chaque pays et la création d´une Union Globale respectée par toutes les nations du monde est insoutenable. Chaque marché s´accroit et travaille différemment et les barrières qui séparent les PMA, des PED, des PDEM s´accentuent. Ces mêmes barrières devraient permettre la distinction des impositions globales envers les divers pays, en tenant en compte leur situation politique, économique et sociale.

* Enfin, la communauté internationale doit prendre conscience de l´importance du développement des capacités institutionnelles de chaque territoire au niveau national. Ce développement assure la stabilité des nations et leur prospérité. Ainsi les PMA et PED devraient recevoir plus d´aides d´unions qui coopèrent activement avec les intérêts de la FAO (telles que le « Comprehensive African Agriculture Development Program » ou CAADP, qui a permis la mise en marche du «  Compact and Investment Plan » de l´Afrique du Sud, qui sert comme ‘un cadre solide dans lequel l'investissement privé peut être mobilisé conformément aux priorités du secteur’). Actuellement les PDEM ne sont pas suffisamment actifs face à la création de ces unions, même si l´ exportation des biens primaires est la ‘tendance’ des IAA d´origine PDEM. La coopération de toutes les économies du monde pourrait permettre la mise en perspective d´une ambiance internationale stable, propice à la sécurité alimentaire globale.

Pour conclure, l´Afrique du Sud soutien la création d´un système, accepté par la communauté internationale, qui assure la sécurité alimentaire mondiale et en conséquence la cohésion des intérêts et de la croissance du marché agriculturel face à la protection des micro-agriculteurs.

Nous croyons, également, à l'importance de l´endurance d´unions intercommunautaires (contrôlés au niveau international) pour le développement de zones agricoles dont les produits seront vendus au niveau international.